

CAUE DE MAINE ET LOIRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

312, avenue René Gasnier
49100 ANGERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

In Extenso

AUDIT

CAUE DE MAINE ET LOIRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

312, avenue René Gasnier
49100 Angers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAUE 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur deux points présentés dans l'annexe des comptes annuels :

- la note « Correction des amortissements cumulés antérieurs » de l'annexe des comptes annuels portant sur une correction d'erreur dans le calcul des amortissements pour les exercices 2021 à 2024.
- la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables concernant l'application du règlement comptable ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard
Le 30 avr. 2026



doc_2evW
tx_AMOn669DJ0wL

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, dr...				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	261 000		261 000	261 000
Constructions	2 852 991	1 615 813	1 237 178	1 192 794
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	308 179	270 185	37 994	31 429
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 083		2 083	2 083
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	3 424 253	1 885 998	1 538 255	1 487 306
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 795	1 795		
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES (1)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	32 939	1 613	31 326	77 108
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	796		796	15 420
Charges constatées d'avance	14 791		14 791	14 440
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	323		323	323
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	735 757		735 757	822 080
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	786 402	3 408	782 994	929 371
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	4 210 655	1 889 406	2 321 249	2 416 677
(1) Dont créances à moins d'un an			48 527	106 968

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	60 980	60 980
Report à nouveau	1 100 122	920 772
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-87 339	76 793
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	633 164	696 480
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 706 926	1 755 024
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	436 438	480 082
Emprunts et dettes financières diverses	850	
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 750	51 841
Dettes fiscales et sociales	126 803	124 479
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	21 558	4 147
Produits constatés d'avance	924	1 104
TOTAL DETTES (IV) (1)	614 323	661 653
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	2 321 249	2 416 677
(1) Dont dettes à moins d'un an (hors avances et acomptes)	221 503	225 461

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	44 012	51 390
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	246 879	312 510
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	689 066	825 750
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		48 212
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	4 369	6
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	984 326	1 237 868
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		14 110
Autres achats et charges externes	303 596	385 396
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	50 981	70 396
Salaires	453 093	473 472
Cotisations sociales	192 896	190 138
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	74 072	97 639
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6	16
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 074 643	1 231 167
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-90 317	6 701
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	11 949	17 595
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	11 949	17 595
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 533	7 178
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		

Postes	2025	2024
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	6 533	7 178
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	5 416	10 417
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-84 901	17 118
Produits exceptionnels (V)		63 316
Charges exceptionnelles (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		63 316
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 438	3 642
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	996 275	1 318 779
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 083 614	1 241 986
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-87 339	76 793
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 321 249,07 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-87 338,97 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Présentation de l'association

L'objet social de l'association CAUE est la promotion de la qualité de l'architecture, l'urbanisme et l'environnement.

Le CAUE a été mis en place en juin 1979 par le Conseil départemental de Maine et Loire en application de la loi du 03 janvier 1977 sur l'Architecture.

La mission prioritaire de l'association CAUE est de promouvoir, par l'information, le conseil et l'assistance aux maîtres d'ouvrages publics et privés, une architecture, un urbanisme et un paysage de qualité ainsi qu'un développement durable du cadre de vie.

Financement de l'association

Le CAUE perçoit une partie de ses ressources via le reversement, par le Département de Maine-et-Loire, d'une quote-part de la Taxe d'aménagement (TA), conformément à la réglementation en vigueur.

Pour l'exercice 2025 le département du Maine et Loire a accordé au CAUE un financement annuel de 625 000 €.

Pour l'exercice 2026 le département du Maine et Loire a accordé au CAUE un financement annuel de 850 000 €.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2022-06 du 04 novembre 2022
- Le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le règlement ANC 2020-08 qui est venu le compléter.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	
Bureaux	30 à 50 ans
Agencements	5 à 30 ans
Mobilier	5 à 15 ans
Travaux	
Matériel et outillage	
Matériel	
Outillage	
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	
Matériel informatique	3 à 7 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Stocks

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Indemnité de départ à la retraite

La valorisation des indemnités de fin de carrière s'élève à 45 453 € à la clôture de l'exercice.

Celle-ci n'est pas comptabilisée.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.96% (taux lboxx)
- Table de mortalité utilisée : table réglementaire TH-TF 00-02
- Age de départ à la retraite : 64 ans

- Départ à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales : 40%
- Méthode de calcul retenue : méthode rétrospective Prorata Temporis

Un contrat de prise en charge a été souscrit à la CNP. A la clôture la valeur actualisée des versements s'élève à 62 281 €.
Par conséquent l'engagement IFC est couvert par ces versements effectués auprès de la CNP.

Subvention d'investissement

La subvention d'investissement de 2006 est inscrite en fonds propres au passif du bilan et reprise au compte de résultat sur une durée de 30 ans.

Correction des amortissements cumulés antérieurs

Lors de l'arrêté des comptes 2025, l'association a identifié une erreur dans le calcul des amortissements du bâtiment pour les exercices 2021 à 2024. Celle-ci fait suite au reclassement effectué en 2020 d'une quote part de la valeur brute du bâtiment en terrain non amortissable.

Les dotations aux amortissements ont été surévaluées sur les exercices concernés.

L'erreur a été corrigé sur les comptes 2025 par :

- La diminution des amortissements cumulés figurant à l'actif pour 102 558€
- L'augmentation du report à nouveau figurant dans les capitaux propres pour 102 558€.

Cette correction n'affecte pas le résultat de l'exercice 2025.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, l'association CAUE du Maine et Loire, présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

A l'occasion de la première application des nouvelles dispositions de ce règlement, nous avons revu nos principes de comptabilisation sur certains aspects.

Ainsi, les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales (amortissements dérogatoires, provisions pour hausse des prix, ...), des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et produits directement liés à un événement majeur et inhabituel :

- un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'exercer une influence sur le jugement,
- un événement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité,
- un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même événement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices.

Par ailleurs, les transferts de charges ne sont plus utilisés. Ainsi :

- les remboursements de charges de personnel (ex: IJSS et IJ prévoyances reçues) sont comptabilisés au compte 64191 et 64192 Remboursement de charges de personnel figurant dans la rubrique « Salaires » du compte de résultat,
- les avantages en nature accordés aux cadres et employés sont comptabilisés au compte 6419 Avantages en nature dans la rubrique « Salaires » du compte de résultat,
- les indemnités d'assurances sont comptabilisées au compte 7587 Indemnités et autres produits figurant dans la rubrique « Autres produits » du compte de résultat.

Donc à compter de l'exercice 2025, la quote part de subvention d'investissements ne figure plus dans le résultat exceptionnel mais dans la rubrique "Concours publics et Subventions d'exploitation".

- La quote part de subvention 2025 figure pour 63 K€ dans la colonne 2025, sur la ligne "Concours publics et Subventions d'exploitation" dans les produits d'exploitation.
- La quote part de subvention 2024 figure pour 63 K€ dans la colonne comparative 2024 sur la ligne produits exceptionnels.

Et les avantages en nature salariés ainsi que les Indemnités journalières reçues ne figurent plus dans la rubrique "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions" des produits d'exploitation mais en moins dans la rubrique "Salaires" des charges d'exploitation.

- Les avantages en nature et indemnités journalières reçues 2025 figurent pour -30 K€ dans la colonne 2025, sur la ligne "salaires" dans le charges d'exploitation.
- Les avantages en nature et indemnités journalières reçues 2024 figurent pour 22 K€ dans la colonne comparative 2024, sur la ligne "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions" des produits d'exploitation.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	261 000			261 000
Constructions	2 852 991			2 852 991
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	287 329	20 850		308 179
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 083			2 083
TOTAL	3 403 402	20 850		3 424 253

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	5 à 50 ans	Linéaire	1 660 197	58 174	102 558	1 615 813
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	3 à 15 ans		255 900	14 285		270 185
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			1 916 097	72 459	102 558	1 885 998

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises	1 795			1 795
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés		1 613		1 613
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL	1 795	1 613		3 408

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Précisions sur les stocks et en-cours

Stocks et en-cours	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières		
En-cours de production (biens et services)		
Produits finis		
Marchandises	1 795	1 795
TOTAL	1 795	1 795

Dépréciations des stocks et en-cours	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières		
En-cours de production (biens et services)		
Produits finis		
Marchandises	1 795	1 795
TOTAL	1 795	1 795

Coûts d'emprunt incorporés dans le coût des stocks et en-cours	Montant
Matières premières	
En-cours de production (biens et services)	
Produits finis	
Marchandises	
TOTAL	

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	2 083		2 083	
Clients douteux				
Autres créances clients	32 939	32 939		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	796	796		
Charges constatées d'avance	14 791	14 791		
TOTAL	50 610	48 527	2 083	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	14 791	
TOTAL	14 791	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	60 980				60 980
Report à nouveau	920 772	76 793	102 557		1 100 122
Excédent ou déficit de l'exercice	76 793	- 76 793		- 87 339	- 87 339
TOTAL	1 058 545		102 557	- 87 339	1 073 763
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	696 480			63 316	633 164
Provisions réglementées					
TOTAL	696 480			63 316	633 164
TOTAL GÉNÉRAL	1 755 025		102 557	- 24 023	1 706 927

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL							

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	436 438	43 619	174 476	218 097
Emprunts et dettes financières divers	850	850		
Fournisseurs et comptes rattachés	27 750	27 750		
Personnel et comptes rattachés	58 910	58 910		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	58 793	58 793		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	3 255	3 255		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 845	5 845		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	21 558	21 558		
Produits constatés d'avance	924	924		
TOTAL	614 323	221 503	174 476	218 097
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	43 619			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics			625 000			625 000
Subventions d'exploitation			750			750
Subventions d'investissement						
TOTAL			625 750			625 750

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	58 910	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	27 688	
Emprunts - Interets courus	246	
Fournisseurs - Factures non parvenues	12 573	
Etat - Taxe sur salaire à payer	3 104	
TOTAL	102 521	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Produits à recevoir Usagers	31 599	
TOTAL	31 599	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	6 876	
Afférents aux services autres		
TOTAL	6 876	

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation à la clôture de l'exercice.



Fiscalité

Autres (dont intégration fiscale)

Il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés.

Seules les plus-values financières et locatives sont soumises à l'impôt sur les sociétés.



Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

A la clôture de l'exercice l'association emploie 9 personnes. L'obligation de publier les rémunérations des plus hauts cadres dirigeants reviendrait dans le cas présent à communiquer une information à caractère personnelle et individuelle.

Cette information n'est donc pas fournie.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1
Cadres et ingénieurs	8
TOTAL	9

Informations complémentaires

INTERESSEMENT DES SALARIES

L'association a conclu un accord d'intéressement dans lequel le versement de la prime est conditionné par l'atteinte d'un résultat d'exploitation au moins égal à 8.33% de la masse salariale mais également au résultat de l'audit qualité établi par l'AFNOR.

Pour cet exercice la condition relative au montant du résultat d'exploitation n'est pas atteinte. Il n'y a donc pas de prime d'intéressement provisionnée dans les comptes.

ENGAGEMENTS DONNES

Une hypothèque de 1er rang sur le bien immobilier a été inscrite au profit du département de Maine et Loire.

ENGAGEMENTS RECUS

Le conseil du Maine et Loire a apporté sa garantie sur 100% du montant emprunté soit 1 288 000 €.

A la clôture le solde de l'emprunt est de 436 192 €